

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N°2025/23 à 2025/53

DU CONSEIL COMMUNAL

DU 25 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq avril, le Conseil Communal de la Commune de Lomme s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de la Commune Associée de Lomme, à la suite de la convocation en date du dix-huit avril deux mille vingt-cinq, laquelle convocation a été publiée sur le site de la Ville, conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 35

PRESENTS :

M. Olivier CAREMELLE, Maire.

Mme Delphine BLAS - M. Michel VANHEE – Mme Karima HARIZI – M. André BUTSTRAEN - Mme Claudie LEFEBVRE – M. Bouchta DOUCHI – Mme Cécile MESANS - M. Alain GRILLET – Mme Monique LEROY, Adjoints au Maire.

Mme Marie-Pierre SEGOND - M. Serge THERY – M. Jean-Robert MESSING – Mme Martine PONCHANT - Mme Valéria GRASELLI – M. Philippe LEMIERE – Mme Nouria BELAYACHI – Mme Mylène GLORIAN - Mme Isabelle CAMBIER - M. Cédric BERLEMONT - M. Lucas LEROY - Mme Stéphanie MORELLI – Mme Claire ZYTKA-TARANTO – M. Saïd BECHROURI - M. Cédric LEGRAND - M. Joffrey LEROY – Mme Catherine de RUYTER - M. Nicolas GROSSE, Conseillers Communaux.

EXCUSES :

M. Jean-Christophe LIPOVAC, Adjoint au Maire.

Mme Mauricette GOURDIN - M. Roger VICOT - Mme Anne LEDUC -- M. Romain FYVEY - M. Philippe DUEZ -, Conseillers Communaux

ABSENT :

M. Maxime MOULIN, Conseiller Communal

Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC a donné pouvoir à Madame Stéphanie MORELLI
Madame Mauricette GOURDIN a donné pouvoir à Madame Claudie LEFEBVRE
Monsieur Roger VICOT a donné pouvoir à Monsieur Olivier CAREMELLE
Madame Anne LEDUC a donné pouvoir à Madame Karima HARIZI
Monsieur Romain FYVEY a donné pouvoir à Monsieur Serge THERY
Monsieur Philippe DUEZ a donné pouvoir à Monsieur Nicolas GROSSE

SEANCE

Du 25 avril 2025

DELIBERATION

2025/ 36 - PLAN TERRITORIAL 2025-2026 DE LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET LES DISCRIMINATIONS LIEES AUX ORIGINES.

Malgré une législation plus répressive depuis 15 ans, les discriminations liées à l'origine, le racisme et l'antisémitisme s'accroissent dans notre société.

C'est ce que révèlent d'ailleurs les chiffres mis en avant par le Défenseur des droits dans son rapport annuel 2023 : sur 6 703 réclamations reçues pour discriminations, 13 % concernent le critère de l'origine. C'est le second critère pour lequel cette institution est saisie en matière de lutte contre les discriminations, après celui du handicap.

Notre Ville a toujours porté haut les valeurs du vivre ensemble. Lille est une terre d'accueil, une Ville ouverte sur le monde.

La Ville a toujours été mobilisée contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine à travers l'ensemble de ses politiques municipales, des 22 éditions du Festival des Solidarités internationales, aux saisons culturelles ouvertes sur le monde et la diversité, en passant par le projet éducatif global.

Elle souhaite aujourd'hui renforcer son engagement avec un plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine.

Ce plan d'action a été conçu afin d'objectiver en premier lieu ce phénomène et de le quantifier par la production de données.

Il vise dans un second temps à lutter contre les préjugés et les stéréotypes fondés sur les origines ou la pratique d'une religion. Ces derniers alimentent des discriminations réelles se manifestant dans divers domaines. Surtout, elles entravent le parcours de millions d'individus, mettant en échec leurs droits les plus fondamentaux, le vivre-ensemble et la cohésion sociale chers à notre Ville.

Par ailleurs, il cible le non-recours au droit en matière de lutte contre les discriminations et le soutien aux victimes.

Il ambitionne également de valoriser le travail mené de longue date par la municipalité en son sein.

C'est en collaboration avec les acteurs institutionnels et associatifs que ce plan a été coconstruit en réunissant notamment le Défenseur des droits, la Préfecture du Nord, la PJJ du Nord, l'association Perspectives, l'association Iris formation, le MRAP, l'Ordre des avocats du Barreau de Lille, l'association Lille-Fives 1942, la section lilloise de la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International et SOS Racisme.

Puis, dans un second temps, une concertation a été menée avec les instances de participation citoyenne de la Ville : le Conseil Lillois de la Jeunesse, les conseils de quartiers et le Conseil

de Concertation de Lille. Ce plan d'action se veut durable et évolutif, et continuera à associer au cours de son déroulement les instances de concertation et les remontées de terrain, via les habitants et les associations.

Ce plan s'appuie sur la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 relative à la lutte contre les discriminations et prendra la forme d'une action s'appuyant sur 4 axes :

- **Axe 1 - Agir pour mesurer les discriminations**
 - Agir pour favoriser l'expression des habitants sur le phénomène des discriminations
 - Agir pour objectiver les discriminations
 - Agir pour être vigilants au quotidien
- **Axe 2 - Agir pour faire reculer les préjugés et les stéréotypes**
 - Agir pour sensibiliser dès le plus jeune âge
 - Agir pour sensibiliser le plus grand nombre
 - Agir pour faire mémoire commune
- **Axe 3 – Agir pour accompagner les victimes et rétablir l'égalité**
 - Agir pour assurer le respect des droits et limiter le non-recours
 - Agir pour soutenir les victimes
 - Agir pour accompagner les auteurs
- **Axe 4 – Agir comme une ville exemplaire**
 - Agir pour assurer la formation des agents municipaux à la prévention et à la lutte contre les discriminations liées à l'origine, le racisme et l'antisémitisme
 - Agir pour garantir l'égalité des chances à l'accès à l'emploi au sein de la Ville de Lille et assurer la mobilisation des partenaires et associations financés
 - Agir pour valoriser les bonnes pratiques et mettre en lumière la thématique.

Ce plan ambitionne in fine d'établir un bilan régulier des actions données dans ce cadre et de dresser un état des lieux à l'échelle de la Ville de Lille et de ses Communes associées d'Hellemmes et de Lomme.

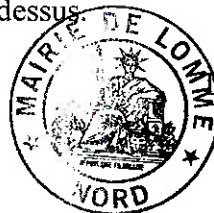
Le Conseil Communal, après en avoir délibéré, décide de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** le plan 2025-2026 de lutte contre le racisme, contre l'antisémitisme et contre les discriminations liées à l'origine détaillé ci-dessus et en annexe de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ,

Fait et délibéré à Lomme, les jour, mois et an ci-dessus.

Pour expédition conforme,



Le Maire de Lomme

Publié : 13 MAI 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



PLAN DE LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LES DISCRIMINATIONS LIÉES À L'ORIGINE

*« Les racistes sont des gens qui se trompent
de colère. »*

Léopold Sédar Senghor

En 2010, la ville de Lille adoptait son premier plan de lutte contre les discriminations. En 2025, elle reste mobilisée et souhaite renouveler et compléter son engagement en agissant plus particulièrement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine.

Comme l'actualité le confirme hélas, il y a urgence à agir et réagir.

C'est ce que révèlent d'ailleurs les chiffres mis en avant par le Défenseur des droits dans son rapport annuel 2023 : sur 6703 réclamations reçues pour discriminations, 13% concernent le critère de l'origine. C'est le second critère pour lequel cette institution est saisie en matière de lutte contre les discriminations, après celui du handicap.

Ça suffit !

C'est dans un esprit de co-construction que ce plan d'action a été conçu **en objectivant d'abord ce type de discrimination** et en le quantifiant par la production de données. Ce plan **visé dans un second temps à lutter contre les préjugés et les stéréotypes fondés sur les origines, la couleur de peau ou sur la pratique d'une religion**. Ces derniers alimentent des discriminations réelles se manifestant dans divers domaines. Surnoises, elles entravent le parcours de millions d'individus, mettant en échec leurs droits les plus fondamentaux, le vivre ensemble et la cohésion sociale. **Par ailleurs, ce plan cible le non-recours au droit en matière de lutte contre les discriminations et le soutien aux victimes. Enfin, il est chapeauté par l'ambition confirmée d'une municipalité exemplaire en la matière.**

Face au rejet de l'autre, à la haine et au retour de la stigmatisation, la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme se mobilisent.

AXE I

AGIR POUR MESURER LES DISCRIMINATIONS

Objectiver le phénomène de discrimination permet une prise de conscience. On ne combat efficacement que ce que l'on connaît. Le déploiement de testings¹ dans les domaines de l'emploi, de l'accès aux stages, du logement et des loisirs y contribue également.

- **I-1 Agir pour favoriser l'expression des habitants sur le phénomène des discriminations.**
 - a) par le déploiement d'enquêtes de perception annuelles sur la réalité des discriminations vécues et ressenties.
 - *Mettre en place des enquêtes de perception via les dispositifs de participation citoyenne ou par des associations spécialisées sur ce sujet.*
 - b) quantifier et analyser les manifestations de discrimination liées à la supposée pratique d'une religion (islamophobie, antisémitisme)
 - *Etablir un partenariat avec les associations spécialisées dans le partage de données.*
- **I-2 Agir pour objectiver les discriminations.**
 - a) par le déploiement de *testings* dans les domaines de l'emploi, de l'accès aux stages, du logement et des loisirs.
 - b) par la production d'un rapport annuel faisant état des situations de discrimination sur le territoire.
 - *Établir un partenariat avec le Défenseur des droits pour le partage de données (permanences des délégués).*
 - *Etablir un partenariat avec des associations spécialisées dans le partage de données (personnes reçues en permanences discriminations).*
 - *Échanger avec les services du procureur de la République et la DILCRAH sur les recueils de plaintes pour infractions liées aux actes racistes.*
- **I-3 Agir pour être vigilants au quotidien...**
 - a) par la mise en œuvre d'une veille sur les actes et agissements à caractère raciste et antisémite dans l'espace public en lien avec le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), les services de la police municipale et nationale.
 - *Recensement des actes via les mairies de quartier.*

¹ Le test de discrimination est un mode de preuve des discriminations reconnu par la loi en matière pénale, civile et administrative (article 225-3-1 du code pénal, article 4 de la loi n°2008-496 du 27 mai 2008).

AXE II

AGIR POUR FAIRE RECULER LES PRÉJUGÉS ET LES STÉRÉOTYPES

Bien que différents, les préjugés racistes et antisémites distillent le même poison par le développement de discriminations fondées sur l'origine réelle ou supposée ou la pratique d'une religion. La loi Pleven du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme le rappelle.

Faire reculer les discriminations fondées sur le critère de l'origine nécessite donc de lutter au préalable contre les idées, écrits, paroles, images qui stigmatisent, humilient et font de certains individus ou groupes d'individus des boucs émissaires.

- **II-1 Agir pour sensibiliser dès le plus jeune âge.**

a) en poursuivant et renforçant les actions du Projet Educatif Global dans le cadre du parcours citoyen et des Cités éducatives en matière de lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme.

- *Formations et sensibilisations à destination des animateurs et des éducateurs sur les thématiques de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.*
- *Formations à destination des animateurs et encadrants dans le domaine sportif.*
- *Travail sur un complément du contrat d'engagement républicain : charte à destination des associations bénéficiaires des subventions de la ville dans le cadre d'appels à projets.*
- *Maintenir et accentuer la politique de mobilité des jeunes avec les villes jumelles.*

b) en poursuivant et renforçant la journée « Polychrome » mise en place par le Conseil municipal des enfants et des événements tels que l'Uniday et « Les enfants à l'œuvre ».

-Sensibilisation dès le plus jeune âge via les médiathèques.

c) en accompagnant les initiatives des associations étudiantes dans ce domaine.

- *Établir un partenariat avec les associations étudiantes agissant dans ce domaine.*

- **II-2 Agir pour sensibiliser le plus grand nombre.**

a) par la promotion d'événements et d'une campagne de communication annuelle autour du **21 mars** – journée mondiale pour l'élimination de la discrimination raciale.

- *Promouvoir et soutenir les associations porteuses de projets à destination des habitants.*
- *Mobiliser et soutenir les centres sociaux dans le cadre de projets en lien avec la thématique.*

- b) par la constitution d'un groupe de travail autour du soutien des victimes via la mise en place de sensibilisations à destination des Lilloises et Lillois :

- Soutenir les événements (conférences, expositions, ciné-débats...) tout au long de l'année sur cette thématique et accompagner les initiatives des associations.

- c) par la mise à disposition d'outils de communication adaptés informant des sanctions encourues en matière de discriminations liées à l'origine (cadre juridique, critères et domaines de discriminations...).

-Diffusion d'outils existants.

-Création de nouveaux outils concertés avec les instances de participation citoyennes et avec la Direction de la communication de la Ville de Lille.

- d) par la poursuite de dénomination des rues et lieux publics symbolisant la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées aux l'origines.

- **II-3 Agir pour faire mémoire commune...**

- a) à travers l'organisation et le soutien de temps commémoratifs valorisant le vivre ensemble : **17 octobre** (souvenir du massacre des Algériens du 17 octobre 1961), **28 avril** (Journée nationale du souvenir des victimes de la déportation), **10 mai** (abolition de l'esclavage en France), **11 septembre** (Rafle du 11 septembre 1942 dans le Nord et le Pas-de-Calais), **10 décembre** (Journée internationale des Droits de l'Homme).
- b) accompagner les initiatives des associations dans ce domaine ex : » Forum des libertés » par la section de Lille de la ligue des droits de l'Homme, pose des « pavés de mémoire » par l'association Lille Fives 1942...). Soutenir les rencontres œcuméniques entre les différentes religions.
- c) accentuer les échanges avec nos villes jumelles sur cette thématique dans le cadre des relations internationales et européennes : ex : 20 ans d'Oujda (Maroc), Kharkiv (Ukraine), séjours pour les jeunes dans le cadre de la mobilité.
- d) Valoriser l'Histoire du monde via les contributions des autres continents en matière scientifique, philosophique ou culturelle.

AXE III

AGIR POUR ACCOMPAGNER LES VICTIMES ET RÉTABLIR L'ÉGALITÉ

Selon l'enquête « Vécu et ressenti en matière de sécurité » 2022² menée par le SSMSI (service statistique ministériel de la sécurité intérieure), sur 100 victimes de discriminations, seulement 3 personnes signalent les faits à la police ou à la gendarmerie dont 2 qui portent plainte. Pour 6 victimes sur 10, les dommages psychologiques sont importants.

- **III-1 Agir pour assurer le respect des droits et endiguer le non-recours.**

- a) en communiquant sur l'existence de points d'accès aux droits et de lutte contre les discriminations (points justice Lille-Lomme-Hellemmes, permanences des délégués du Défenseur des droits, Maison de l'avocat...).

- *Diffusion d'outils de communication (plaquette de la maison de la médiation et du citoyen de Lille ainsi que des bureaux d'aide aux victimes) et valorisation des permanences juridiques dédiées au sein de la Maison de la médiation et du citoyen, en lien avec l'Ordre des Avocats du Barreau de Lille.*

- b) en communiquant sur les dispositifs et outils existant (plateforme antidiscriminations.fr du Défenseur des droits, et au téléphone. : 39 28).

- c) en formant des acteurs clés sur le territoire (associations, centres sociaux, mission locale...) afin de détecter les actes de discriminations et assurer une meilleure orientation des victimes.

- *Animation mensuelle d'un réseau de partenaires.*
- *Mise en place de formations à destination des acteurs de terrain pour permettre une meilleure identification des actes de discrimination et pour la prise en charge des victimes.*

- **III-2 Agir pour soutenir les victimes.**

- a) par la mobilisation des acteurs concernés

- *Les Bureaux d'aide aux victimes, associations spécialisées, ...*

- b) par la constitution d'un groupe de travail sur le soutien des victimes

- *Mise en place de permanences de soutien psycho-social.*

² Dans cette enquête, 1 056 000 personnes âgées de 18 à 74 ans déclarent avoir été victimes de discrimination en 2021 (enquête VRS – Vécu et ressenti en matière de sécurité 2022 par questionnaire, internet et téléphone).

- **III- 3 Agir pour accompagner les auteurs et prévenir la récidive.**

a) en déployant des actions de formation et d'information à leur destination via les associations spécialisées.

b) par une action concertée avec le Parquet de Lille et les magistrats de l'application des peines :

- *Justice restaurative.*
- *Possibilités de peines complémentaires liées à l'infraction (ex : stage de citoyenneté, rencontres auteurs/victimes...).*

AXE IV

AGIR COMME UNE MUNICIPALITÉ EXEMPLAIRE

Accueillir les collaborateurs, usagers et partenaires de façon exigeante et inclusive, c'est aussi cela, une ville qui s'engage. La Municipalité s'y emploie en consolidant une culture commune de l'égalité des chances et en garantissant les pratiques non discriminatoires au sein des services municipaux et dans l'accueil des usagers.

- ***IV-1 Agir pour assurer la formation des agents municipaux à la prévention et à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine, à l'interne comme à l'externe.***
 - a) avec les organisations syndicales, travailler à déployer des actions de formation/sensibilisation à destination des agents municipaux assurant un contact et/ou une prise en charge du public.
 - b) en rappelant le cadre réglementaire d'exercice des agents et les attendus à l'égard, tant du public accueilli que des collègues.
 - c) par la mise en place d'une action de diffusion des supports de sensibilisation à destination des agents et des usagers.
- ***IV-2 Agir pour garantir l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi au sein de la ville de Lille et assurer la mobilisation des partenaires et associations financées.***
 - a) l'autorité administrative assure le bon respect du cadre réglementaire des recrutements au sein de la ville de Lille assurant l'égalité des chances à tous les candidats.
 - b) un rappel du cadre et une formation à destination des recruteurs seront mises en place. Afin de garantir le suivi, des données pourront être analysées dans le cadre du rapport social unique des ressources humaines.
 - c) assurer la mobilisation des prestataires de la ville de Lille (marchés publics, délégations de service public, etc).

IV-3 Agir pour valoriser les bonnes pratiques et mettre en lumière la thématique.

- a)** mettre en lumière les bonnes pratiques portées par la ville auprès des associations, des partenaires et échanger avec les villes jumelles dans le cadre des relations internationales et européennes.
- b)** définir une stratégie de communication récurrente à destination des usagers et agents pour informer des droits et devoirs.
- c)** création d'un comité technique assurant le suivi des actions et de la stratégie déployée.
- d)** présentation d'un rapport annuel au comité social territorial.